

Art. 11. Het koninklijk besluit van 19 april 1993 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling "Zuivel" opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 24 maart 1994 en 24 november 1994, wordt opgeheven.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 12. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 96 - 850

[C - 27202]

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Elevage et Viande"

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment l'article 4, § 1er, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, et organisant sa gestion, notamment l'article 7;

Vu la proposition de la section consultative "Elevage et Viande" du 19 octobre 1995;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, donné le 7 novembre 1995;

Vu la concertation avec les pouvoirs fédéraux;

Vu l'accord de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en place sans délai un régime spécifique pour la Région wallonne des cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Elevage et Viande", afin d'assurer la continuité de la promotion des produits de ce secteur et de leurs débouchés;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. L'application du présent arrêté, il est entendu par :

"Abattoir public" : l'abattoir exploité par un pouvoir public ou une association de pouvoirs publics.

"Abattoir privé" : l'abattoir exploité par une personne physique ou une personne morale de droit privé.

"Viande" : la viande (la chair musculaire), la graisse, les abats blancs et rouges d'un animal de boucherie ainsi que le sang et les os qui ne sont pas dégraissés ni complètement débarrassés des fragments musculaires; l'animal jugulé avant la mort, dépoilé, éviscéré et habillé pour la boucherie, propre à la consommation humaine.

"Porc" : tout animal domestique de l'espèce porcine, quel qu'en soit l'âge ou le sexe.

"Bovin" : tout animal domestique de l'espèce bovine, quel qu'en soit le sexe, à l'exclusion des veaux.

"Veau" : tout animal domestique de l'espèce bovine, quel qu'en soit le sexe, tel qu'il figure dans les relevés mensuels de l'I.E.V.

"Cheval" : tout solipède, quel qu'en soit l'âge ou le sexe, tel qu'il figure dans les relevés mensuels de l'I.E.V.

"Viande porcine" : toute viande fraîche, réfrigérée, congelée ou surgelée telle que définie à l'article 2, y compris les couennes, provenant d'un porc.

"Viande bovine, viande de veau" : toute viande fraîche, réfrigérée, congelée et surgelée telle que définie à l'article 2, provenant respectivement d'un bovin ou d'un veau.

"Office" : l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture".

"I.E.V." : Institut d'Expertise vétérinaire.

Art. 2. Les cotisations obligatoires destinées à la promotion des produits de la section consultative "Elevage et Viande" sont fixées comme suit :

1° Celui qui abat ou fait abattre des bovins ou des veaux dans un abattoir public ou privé paie par animal abattu propre à la consommation humaine, une cotisation de trente francs par bovin et de quinze francs par veau, à l'exception des animaux importés.

De cette cotisation, quinze francs par bovin abattu et sept francs cinquante centimes par veau abattu sont portés au compte du fournisseur.

De cette cotisation, quinze francs par bovin abattu sont portés au compte de l'acheteur de bovins abattus; un montant équivalent de quatre centimes par kilo de viande bovine est porté au compte de l'acheteur de parties de bovins découpés. Un montant équivalent de sept francs cinquante centimes par veau abattu est porté au compte de l'acheteur de veaux abattus; un montant de six centimes par kilo de viande de veau est porté au compte de l'acheteur de parties de veaux découpés.

2° Celui qui abat ou fait abattre des porcs dans un abattoir public ou privé paie une cotisation de cinq francs par porc abattu, propre à la consommation humaine, à l'exception des animaux importés vivants.

De cette cotisation, deux francs cinquante centimes par porc abattu sont portés au compte du fournisseur des porcs.

De cette cotisation, deux francs cinquante centimes par porc abattu sont portés au compte de l'acheteur des porcs abattus, un montant équivalent de 3 centimes par kilo de viande porcine est porté au compte de l'acheteur de parties de porcs découpés.

3° Celui qui abat ou fait abattre des chevaux dans un abattoir public ou privé paie trente francs de cotisation obligatoire par animal abattu propre à la consommation.

Ces cotisations, portées au compte des fournisseurs des animaux à abattre, ne s'appliquent pas en cas d'abattage de chevaux importés.

4° Les cotisations visées sous 1°, alinéas 2 et 3, 2°, alinéas 2 et 3, sont mentionnées séparément sur la facture.

5° Les abattoirs publics ou privés paient les cotisations visées sous 1°, alinéa 1er, 2° alinéa 1er, et 3° à l'Office et en supportent les frais de perception.

6° Les associations provinciales des éleveurs et détenteurs de bétail bovin paient à l'Office une cotisation de deux francs par insémination artificielle première qu'elles effectuent, à l'exception des inséminations pratiquées avec des semences importées. Ce montant peut être porté au compte du détenteur de l'animal qui fait effectuer l'insémination.

7° L'ASBL Confédération belge du Cheval paie à l'Office une cotisation de cinquante francs par animal inscrit dans un des Stud-Books reconnus suivants : Cheval de sang belge, demi-sang belge, Cheval de Trait belge, Cheval de Trait ardennais, Pur-sang arabe, Haflinger, Poney et Shetland. Ce montant de la cotisation, porté au compte du détenteur qui inscrit l'animal, ne s'applique pas aux chevaux importés.

Art. 3. Les cotisations obligatoires, à l'exception de celles à charge du fournisseur visé à l'article 2, sont applicables aux personnes physiques ou morales qui perçoivent du chef de leurs activités des revenus au sens des articles 23, § 1er, et 183 du Code des impôts sur les revenus.

Art. 4. L'Office est chargé de la perception des cotisations obligatoires visées au présent arrêté.

L'Office fixe par trimestre le montant des cotisations prévues à l'article 2, 1°, alinéa 1er, 2°, alinéa 1er, et 3°, à transmettre par chaque abattoir public ou privé sur base d'une déclaration par les abattoirs et des données qui lui sont communiquées par l'I.E.V. ou les services compétents du Ministère de la Santé publique.

Les cotisations doivent être payées dans le mois suivant la date indiquée sur le formulaire de déclaration.

A défaut de paiement dans ce délai, l'intérêt de retard aux taux légal est dû de plein droit sans sommation ou mise en demeure ainsi qu'une indemnisation des frais d'administration et de perceptions supplémentaires exposés effectivement par l'Office, avec un minimum de 1 500 FB par cotisation arriérée.

Art. 5. Les fonctionnaires mis à la disposition de l'Office ou désignés par le Gouvernement wallon, ont dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès à tous les locaux à l'exception de ceux à usage d'habitation, notamment pour contrôler les déclarations.

Ils peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Ils peuvent dresser procès-verbal, notamment s'ils constatent que les déclarations sont faites tardivement ou contiennent des données inexacts ou incomplètes.

Art. 6. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément aux dispositions décretales en vigueur en matière budgétaire.

En cas de recouvrement par voie judiciaire, seuls les tribunaux de Namur sont compétents.

Art. 7. Les administrations publiques et associations notamment mentionnées ci-dessous livrent à l'Office, sur simple demande, toutes les informations et données nécessaires en vue de l'application du présent arrêté :

1° * les Services du Ministère fédéral des Classes moyennes et de l'Agriculture;

* les Services du Ministère de la Santé publique;

* les Services du Ministère des Affaires économiques;

* les Services du Ministère des Finances;

* les Services du Ministère des Affaires sociales;

* les Services de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne;

2° * les Associations des éleveurs et les "Herdbook" de races bovines;

* les Associations provinciales des éleveurs et détenteurs de bétail bovin;

* la Fédération nationale des éleveurs de porcs de Belgique - FBEP asbl;

* les entreprises d'élevage spécialisées dans la production de reproducteurs porcins hybrides, agréées en vertu de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1976;

* les sociétés d'élevage mentionnées dans l'article 4 de l'arrêté royal du 18 mars 1971 relatif à l'amélioration de l'espèce chevaline.

Art. 8. L'arrêté royal du 31 janvier 1985 relatif aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits des sections consultatives "Porcine" et "Bovine, Ovine, Caprine et Chevaline", constituées au sein de l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles, tel que modifié par les arrêtés royaux des 23 avril 1986, 31 juillet 1989, 22 mai 1990, 2 janvier 1991, 28 novembre 1991, 15 juin 1993, est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1996.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 96 - 850

[C - 27202]

14. DEZEMBER 1995 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Pflichtbeiträge zugunsten des Fonds de Promotion "Elevage et Viande" (Förderfonds Zucht und Fleisch)

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1, V, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets des Wallonischen Regionalrats vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus), insbesondere des Artikels 4, § 1, 3°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 1994 zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" und zur Organisierung seiner Verwaltung, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Vorschlags der Beratungsabteilung "Zucht und Fleisch" vom 19. Oktober 1995;

Aufgrund des am 7. November 1995 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsrates des "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture";

Aufgrund der Konzertierung mit der Föderalgewalt;

Aufgrund des am 8. Dezember 1995 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Zustimmung des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, 16. Juni 1989 und 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß in der Wallonischen Region unverzüglich ein spezifisches System zur Zahlung von Pflichtbeiträgen zugunsten des Förderfonds "Zucht und Fleisch" einzuführen ist, um die Kontinuität der Förderung der Erzeugnisse dieses Bereiches und ihrer Absatzmärkte zu gewährleisten;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

"Öffentlicher Schlachthof": der von einer öffentlichen Behörde oder einer Vereinigung von öffentlichen Behörden betriebene Schlachthof;

"Privater Schlachthof": der von einer natürlichen oder einer juristischen Person privaten Rechts betriebene Schlachthof;

"Fleisch": das Fleisch (das Muskelfleisch), das Fett, die weißen und roten Abfälle eines Schlachttieres sowie das Blut und die Knochen, die weder völlig von Fett, noch von Muskelresten befreit wurden; das Tier, das vor dem natürlichen Ableben geschlacht, ausgedeutet, ausgenommen und für die Metzgerei vorbereitet wurde und für den menschlichen Verzehr geeignet ist.

"Schwein": jedes Haustier, das einer Schweinerasse angehört, unabhängig von Alter und Geschlecht.

"Rind": jedes Haustier, das einer Rinderrasse angehört, unabhängig von Alter und Geschlecht, mit Ausnahme der Kälber.

"Kalb": jedes Haustier, das einer Rinderrasse angehört, unabhängig von dem Geschlecht, so wie es in den monatlich aufgestellten Listen des I.E.V. aufgeführt wird.

"Pferd": jeder Einhufer, unabhängig von Alter und Geschlecht, so wie er in den monatlich aufgestellten Listen des I.E.V. aufgeführt wird.

"Schweinefleisch": jedes wie in Artikel 2 definierte Fleisch vom Schwein, sei es frisch, tiefgekühlt, gefroren, oder tiefgefroren, einschließlich der Speckschwarten.

"Rindfleisch, Kalbfleisch": jedes wie in Artikel 2 definierte Fleisch vom Rind, bzw. vom Kalb, sei es frisch, tiefgekühlt, gefroren, oder tiefgefroren.

"Amt": das "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus).

"I.E.V.": Institut d'Expertise vétérinaire (Institut für Veterinärgutachten).

Art. 2 - Die Pflichtbeiträge zugunsten der Förderung der Produkte der Beratungsabteilung "Zucht und Fleisch" werden folgendermaßen festgelegt:

1° Jede Person, die Rinder oder Kälber in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro für den menschlichen Verzehr geeignetes Schlachttier einen Beitrag von 30 BEF pro Rind und 15 BEF pro Kalb, mit Ausnahme der eingeführten Tiere.

Von diesem Beitrag gehen 15 BEF pro geschlachtetes Rind und 7,50 BEF pro geschlachtetes Kalb auf das Konto des Lieferanten.

Von diesem Beitrag gehen 15 BEF pro geschlachtetes Rind auf das Konto des Käufers der geschlachteten Rinder; ein Betrag von 4 Centimes pro Kilo Rindfleisch geht auf das Konto des Käufers von zerlegten Rinderteilen. Ein Betrag von 7,50 BEF pro geschlachtetes Kalb geht auf das Konto des Käufers der geschlachteten Kälber; ein Betrag von 6 Centimes pro Kilo Kalbfleisch geht auf das Konto des Käufers von zerlegten Kälberteilen.

2° Jede Person, die Schweine in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro für den menschlichen Verzehr geeignetes Schlachttier einen Beitrag von 5 BEF mit Ausnahme der lebend eingeführten Tiere.

Von diesem Beitrag gehen 2,50 BEF pro geschlachtetes Schwein auf das Konto des Lieferanten.

Von diesem Beitrag gehen 2,50 BEF pro geschlachtetes Schwein auf das Konto des Käufers von geschlachteten Schweinen; ein Betrag von 3 Centimes pro Kilo Schweinefleisch geht auf das Konto des Käufers von zerlegten Schweineteilen.

3° Jede Person, die Pferde in einem öffentlichen oder privaten Schlachthof schlachtet oder schlachten läßt, entrichtet pro für den menschlichen Verzehr geeignetes Schlachtvieh einen Pflichtbeitrag von 30 BEF.

Diese Beiträge gehen auf das Konto der Lieferanten der zu schlachtenden Tiere und sind im Fall der Schlachtung von eingeführten Tieren nicht anwendbar.

4° Die in Punkt 1°, Absatz 2 und 3, und Punkt 2°, Absatz 2 und 3, angeführten Beiträge werden auf der Rechnung getrennt vermerkt.

5° Die öffentlichen oder privaten Schlachthöfe zahlen die in Punkt 1°, Absatz 1, Punkt 2, Absatz 1, und Punkt 3 angeführten Beiträge an das Amt und tragen die Beitreibungskosten.

6° Die provinziellen Vereinigungen der Züchter und Besitzer von Rindvieh entrichten an das Amt einen Beitrag von 2 BEF pro von ihnen ausgeführte künstliche Besamung, mit Ausnahme der Besamungen, die mit eingeführtem Samengut durchgeführt werden. Dieser Betrag kann auf das Konto des Besitzers des zu besamenden Tieres gehen.

Die VöE "Confédération belge du Cheval" entrichtet an das Amt einen Beitrag von 50 BEF pro in einem anerkannten Stutbucher eingetragenes Tier: Belgisches Blutpferd, Belgisches Halbblut, Belgisches Zuggpferd, Ardenners Zuggpferd, Arabisches Vollblut, Haflinger, Pony und Shetland. Der Betrag dieses Beitrags, der auf das Konto des Inhabers geht, der das Tier einträgt, ist nicht auf die eingeführten Tiere anwendbar.

Art. 3 - Die Pflichtbeiträge, mit Ausnahme der Beiträge zu Lasten der in Artikel 2 angeführten Lieferanten, sind anwendbar auf die natürlichen und juristischen Personen, die aufgrund ihrer Aktivitäten im Sinne der Artikel 23, § 1, und 183 des Einkommensteuergesetzbuches Einkünfte beziehen.

Art. 4 - Das Amt wird mit der Einforderung der in dem vorliegenden Erlaß angeführten Pflichtbeiträge beauftragt.

Das Amt legt pro Trimester den Betrag der in Artikel 2, 1°, Absatz 1, 2°, Absatz 1, und 3° angeführten Beiträge fest. Diese Beiträge sind durch jeden öffentlichen oder privaten Schlachthof unter Zugrundelegung einer Erklärung der Schlachthöfe und der Angaben, die ihm durch das I.E.V. oder die zuständigen Dienststellen des Ministeriums für Volksgesundheit übermittelt werden, zu entrichten.

Die Zahlung der Beiträge hat innerhalb eines Monats nach dem auf dem Erklärungsformular vermerkten Datum zu erfolgen.

Mangels Zahlung innerhalb dieser Frist wird von Rechts wegen und ohne Mahnung oder Zahlungsbefehl ein Verzugszins fällig, sowie eine Entschädigung für Verwaltungs- und zusätzliche Einforderungskosten, die effektiv zu Lasten des Amtes entstanden sind, wobei der Mindestbetrag pro rückständigen Beitrag 1 500 BEF beträgt.

Art. 5 - Die dem Amt zur Verfügung gestellten oder von der Wallonischen Regierung bezeichneten Beamten haben bei der Ausübung ihres Amtes freien Zugang zu allen Räumlichkeiten, mit Ausnahme jener, die als Wohnort dienen, insbesondere um die Erklärungen zu überprüfen.

Sie sind berechtigt, die Zahlungspflichtigen aufzufordern, ihnen alle Informationen und Dokumente zu übermitteln, die für die Ausübung ihrer Aufgaben notwendig sind. Sie sind berechtigt, ein Protokoll zu verfassen, insbesondere wenn sie feststellen, daß die Erklärungen verspätet eingereicht wurden oder falsche oder unvollständige Angaben enthalten.

Art. 6 - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß den auf Haushaltsebene gültigen dekretmäßigen Bestimmungen aufgespürt, festgestellt und geahndet.

Im Falle einer Beitreibung auf dem Gerichtsweg sind ausschließlich die Gerichte von Namur zuständig.

Art. 7 - Die öffentlichen Verwaltungen, insbesondere die nachstehend genannten Dienststellen stellen dem Amt auf dessen Anfrage hin alle Informationen und Angaben zur Verfügung, die für die Anwendung des vorliegenden Erlasses notwendig sind:

- 1° * Die Dienststellen des föderalen Ministeriums des Mittelstandes und der Landwirtschaft;
- * Die Dienststellen des Ministeriums für Volksgesundheit;
- * Die Dienststellen des Wirtschaftsministeriums;
- * Die Dienststellen des Finanzministeriums;
- * Die Dienststellen des Ministeriums für Soziale Angelegenheiten;
- * Die Dienststellen der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;
- 2° * die Züchtervereinigungen und die "Herdbook" der Rinderrassen;
- * die provinziellen Vereinigungen der Züchter und Besitzer von Rindvieh;
- * der Landesverband der Belgischen Schweinezüchter - FBEP asbl;
- * die in der Produktion von hybriden Schweinevermehrern spezialisierten Zuchtbetriebe, die gemäß dem Ministerialerlaß vom 13. Juli 1976 zugelassen sind;
- * die in Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 18. März 1971 über die Verbesserung der Pferderasse angeführten Zuchtgesellschaften.

Art. 8 - Der Königliche Erlaß vom 31. Januar 1985 über die Pflichtbeiträge zur Förderung der Absatzmärkte für die Produkte der innerhalb des "Office national des Débouchés agricoles et horticoles" errichteten Beratungsabteilungen "Schwein" und "Rind, Schaf, Ziege und Pferd", abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 23. April 1986, 31. Juli 1989, 22. Mai 1990, 2. Januar 1991, 28. November 1991 und 15. Juni 1993, wird aufgehoben.

Art. 9 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Januar 1996 wirksam.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Dezember 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 96 - 850

[C - 27202]

14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verplichte bijdragen bestemd voor het Bevorderingsfonds "Veeteelt en Vlees"**De Waalse Regering,**

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw), inzonderheid op artikel 4, § 1, 3°;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 december 1994 houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture" (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van de Land- en Tuinbouw) en tot organisatie van zijn beheer, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het voorstel van de consultatieve afdeling "Veeteelt en Vlees" van 19 oktober 1995;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture", gegeven op 7 november 1995;

Gelet op het overleg met de federale overheid;

Gelet op het akkoord van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het geboden is een aan het Waalse Gewest eigen regeling van de verplichte bijdragen voor het Bevorderingsfonds "Veeteelt en Vlees" onverwijld in te stellen om de continuïteit van de bevordering van de produkten van deze sector en hun afzet te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

"Openbaar slachthuis" : het slachthuis geëxploiteerd door een overheidslichaam of door een vereniging van overheidslichamen.

"Particulier slachthuis" : het slachthuis geëxploiteerd door een natuurlijk persoon of privaatrechtelijk rechtspersoon.

"Vlees" : het vlees (het spiervlees), het vet, de witte en rode slachtafval van een slachtdier, alsmede het bloed en de beenderen die niet ontvet en niet volledig van spierresten ontdaan zijn; het voor de dood gekeelde dier, het gevilde, van ingewanden ontdane en voor de vleeshouwerij klaargemaakte dier, geschikt voor menselijke consumptie.

"Varkens" : elk huisdier van het varkenssoort, ongeacht de leeftijd of het geslacht.

"Rund" : elk huisdier van het rundveesoort, ongeacht het geslacht, met uitsluiting van de kalveren.

"Kalf" : elk huisdier van het rundveesoort, ongeacht het geslacht, dat als dusdanig is opgenomen in de maandstaten van het I.E.V.

"Paard" : elk éénhoevig dier, ongeacht de leeftijd of het geslacht, dat als dusdanig is opgenomen in de maandstaten van het I.E.V.

"Varkensvlees" : alle zoals in artikel 2 beschreven vers, gekoeld, bevroren of diepgevroren vlees, met inbegrip van zwoerd, afkomstig van een varken.

"Rundvlees, kalfsvlees" : alle zoals in artikel 2 beschreven vers, gekoeld, bevroren of diepgevroren vlees, afkomstig van een respectievelijk één rund en een kalf.

"Dienst" : de "Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture".

"I.E.V." : de "Institut d'Expertise vétérinaire" (Instituut voor Veterinaire Keuring).

Art. 2. § 1. De verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdeling "Veeteelt en Vlees" worden vastgesteld als volgt :

1° Wie runderen of kalveren slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt per geslacht dier, geschikt voor de menselijke consumptie, een bijdrage van dertig frank per rund en van vijftien frank per kalf, met uitsluiting van de ingevoerde dieren.

Aan de leverancier wordt daarvan doorgerekend vijftien frank per geslacht rund en zeven frank vijftig centiemen per geslacht kalf.

Aan de koper van geslachte runderen wordt daarvan een bedrag van vijftien frank per geslacht rund doorgerekend; aan de koper van delen van versneden runderen een daarmee gelijkgesteld bedrag van vier centiemen per kilogram rundvlees. Aan de koper van geslachte kalveren wordt een daarmee gelijkgesteld bedrag van zeven frank vijftig centiemen per geslacht kalf doorgerekend; aan de koper van delen van versneden kalveren een daarmee gelijkgesteld bedrag van zes centiemen per kilogram kalfsvlees.

2° Wie varkens slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt een bijdrage van vijf frank per geslacht varken, geschikt voor de menselijke consumptie, met uitsluiting van de ingevoerde levende dieren.

Aan de leverancier van varkens wordt daarvan twee frank vijftig centiemen per geslacht varken doorgerekend.

Aan de koper van geslachte varkens wordt daarvan een bedrag van twee frank vijftig centiemen per geslacht varken doorgerekend; aan de koper van delen van versneden varkens een daarmee gelijkgesteld bedrag van drie centiemen per kilogram varkensvlees.

3° Wie paarden slacht of laat slachten in een openbaar of particulier slachthuis betaalt een verplichte bijdrage van dertig frank per geslacht paard, geschikt voor de menselijke consumptie.

Deze aan de leveranciers van te slachten dieren doorgerekende bijdragen zijn niet toepasselijk indien ingevoerde paarden geslacht worden.

4° De bijdragen bedoeld in 1°, 2e en 3e lid, 2°, 2e en 3e lid, worden afzonderlijk op de faktuur vermeld.

5° De openbare en particuliere slachthuizen betalen de in 1°, 1e lid, 2°, 1e lid, en 3°, gestelde bijdragen aan de Dienst en rekenen voor de inning geen kosten aan.

6° De provinciale verenigingen van kwekers en houders van rundvee betalen aan de Dienst een bijdrage van twee frank per eerste kunstinseminatie die zij verrichten, met uitsluiting van inseminaties met ingevoerd sperma. Dit bedrag mag doorgerekend worden aan de houder van het dier die de inseminatie laat verrichten.

7° De Belgische Confederatie van het Paard V.Z.W. betaalt aan de Dienst een bijdrage van vijftig frank per ingeschreven dier bij één van de volgende erkende stamboeken: het Belgisch Warmbloedpaard, de Belgische Halfbloed, het Belgisch Trekpaard, het Ardenner Trekpaard, de Arabische Volbloed, de Haflinger, de Welsh Pony en de Sheitand. Dit bedrag, doorgerekend aan de houder die het dier inschrijft, wordt niet doorgerekend aan de invoerders van paarden.

Art. 3. De verplichte bijdragen, met uitsluiting van dewelke ten laste vallen van de in artikel 2 bedoelde leverancier, zijn verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die uit hun activiteiten inkomsten verwerven in de zin van artikelen 23, § 1, en 183 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Art. 4. De Dienst wordt belast met de inning van de bij dit besluit bedoelde verplichte bijdragen.

De Dienst stelt per kwartaal het bedrag van de door elk openbaar of particulier slachthuis over te maken bijdragen, bepaald in artikel 2, 1°, 1e lid, 2°, 1e lid en 3°, vast op basis van een aangifte door de slachthuizen en de gegevens hem medegegeeld door het I.E.V. of de daartoe bevoegde diensten van het Ministerie van Volksgezondheid.

De bijdragen moeten betaald worden binnen de maand na de datum vermeld op het aangifteformulier.

Bij gebrek aan betaling binnen deze termijn is van rechtswege en zonder aanmaning of ingebrekestelling de wettelijke verwijsinterest verschuldigd, alsook een vergoeding van de werkelijk door de Dienst voorgelegde bijkomende administratieve en inningskosten, met een minimum van 1.500 frank per achterstallige bijdrage.

Art. 5. Voor de uitoefening van hun opdracht hebben de ter beschikking van de Dienst gestelde ambtenaren of de door de Waalse Regering aangewezen ambtenaren vrije toegang tot alle lokalen, behalve deze die tot woning dienen, om de aangiften in het bijzonder te controleren.

Zij kunnen zich alle inlichtingen en bescheiden doen verstrekken die zij tot het volbrengen van hun opdracht nodig achten. Zij zijn gemachtigd processen-verbaal op te stellen, meer bepaald indien zij vaststellen dat de verklaringen laattijdig ingediend zijn of onjuiste of onvolledige gegevens bevatten.

Art. 6. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de van kracht zijnde decretale bepalingen inzake begroting.

Voor de burgerrechtelijke inning van deze bijdragen zijn alleen de rechtbanken te Namen bevoegd.

Art. 12. De hierna genoemde openbare besturen en verenigingen verstrekken de Dienst, op eenvoudige aanvraag, al de nodige inlichtingen en gegevens die deze nodig heeft voor de toepassing van dit besluit:

1° * de diensten van het federaal Ministerie van Middenstand en Landbouw;

* de diensten van het Ministerie van Volksgezondheid;

* de diensten van het Ministerie van Economische Zaken;

* de diensten van het Ministerie van Financiën;

* de diensten van het Ministerie van Sociale Zaken;

* de diensten van de Algemene Directie van Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

2° * de Fokverenigingen en Stamboeken van rundveerassen;

* de Provinciale Verenigingen van Kwekers en Houders van Rundvee;

* de Landsbond van de Belgische Varkensstamboeken - B.E.V.A., v.z.w.;

* de krachtens het ministerieel besluit van 13 juli 1976 erkende fokbedrijven gespecialiseerd in de produktie van hybride fokvarkens;

* de fokbedrijven vermeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 18 maart 1971 betreffende de verbetering van het paardensoort.

Art. 8. Het koninklijk besluit van 31 januari 1985 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdelingen "Varkens" en "Runderen, schapen geiten en paarden" opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 april 1986, 31 juli 1989, 22 mei 1990, 2 januari 1991, 28 november 1991 en 15 juni 1993, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Art. 10. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les cotisations obligatoires destinées au Fonds de Promotion "Produits des Grandes Cultures"

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1er, V, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, notamment l'article 4, § 1er, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 1994 portant application du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture, et organisant sa gestion, notamment l'article 7;